

LE RÔLE DES CONDITIONS INITIALES DANS LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE RAPIDE DE L'APRÈS-GUERRE EN ASIE DE L'EST : LE CAS DE LA CORÉE DU SUD

Aimé HERINJATOVO RAMIARISON*

***Résumé** - Les raisons derrière les performances économiques sans précédent dans les pays de l'Asie de l'Est, dans les années 1960 et 1970, font l'objet de débats qui sont loin d'être clos et qui concernent surtout la nature des interventions étatiques. Cet article, en examinant le cas de la Corée du Sud, attire l'attention sur le rôle des conditions initiales qui prévalaient dans ce pays avant son décollage économique. Parmi les conditions, nous avons choisi plus particulièrement d'analyser le rôle de deux facteurs : la distribution initiale plus égalitaire du revenu et la forte accumulation du capital humain.*

***Mots-clés** - CAPITAL HUMAIN, ÉDUCATION, ÉGALITÉ SOCIALE, RÉPARTITION DES REVENUS, RÉFORMES AGRAIRES, CORÉE DU SUD.*

***Classification JEL** : D3, O53, I28.*

L'auteur remercie J. Brasseur et M. Catin pour l'aide apportée à la présentation de cet article.

* Meiji University, Department of Commerce, 1-1 Surugadai, Kanda, Tokyo, Japon.

Revue Région et Développement n° 15-2002

1. INTRODUCTION

Les pays de l'Asie de l'Est tiennent une place spéciale dans l'économie mondiale en matière de développement économique dans la mesure où leurs économies ont crû rapidement et qu'ils ont pu soutenir à long terme un très fort taux de croissance économique avec une distribution plus égalitaire de revenu. Une situation inhabituelle que la Banque mondiale n'hésite pas de qualifier de "miracle asiatique" (World Bank, 1993). La crise financière de 1997, dont les effets s'en ressentent encore dans bon nombre de pays asiatiques, a mis fin au "miracle".

Comme la croissance, la crise semble être inhabituelle et diffère beaucoup des crises précédentes car elle a eu lieu malgré un environnement économique favorable (exprimé par les données des principaux indicateurs économiques) prévalant dans ces pays (Hirakawa, 1999 ; Chang, 1998). C'est pourquoi, au départ, les économistes et les experts étaient divisés sur les raisons qui ont provoqué la crise. Mais il est maintenant largement admis que la crise a été due à la libéralisation excessive et mal contrôlée du secteur bancaire et du marché financier, suite aux recommandations faites par les néoclassiques et appuyées par la Banque mondiale¹.

Bien que les néoclassiques admettent, comme les révisionnistes, l'importance des interventions étatiques dans le développement économique spectaculaire qui s'est produit dans ces pays, ils les considèrent comme "market friendly" et le modèle est-asiatique a été ainsi vivement recommandé aux autres pays en développement de l'Asie et de l'Afrique. Mais le débat est loin d'être clos sur ce sujet. Cependant, concentrer davantage l'attention sur ces interventions étatiques tend à ignorer les contributions substantielles de différents facteurs, et notamment les conditions initiales qui prévalaient durant les périodes avant le décollage économique.

Les conditions initiales sont de différentes sortes, mais dans cet article nous nous limiterons à celles d'ordre économique, à savoir notamment : (1) l'égalité sociale et (2) le niveau initialement élevé du capital humain. Après un bref rappel des débats théoriques sur la façon dont ces deux facteurs influencent la croissance, nous examinerons leur contribution au développement économique, en prenant le cas de la République de Corée ou Corée du Sud (la Corée ci-après).

¹ La Banque mondiale attribue le succès asiatique au respect de la loi du marché et de la libre concurrence dans ces pays (World Bank, 1991).

2. LES DÉBATS THÉORIQUES

2.1. Égalité sociale et croissance économique

2.1.1. Le "trade-off" entre croissance et égalité sociale

Les classiques et les keynésiens affirment que, dans le système capitaliste, la croissance économique est basée préalablement sur le degré d'accumulation du capital, où un niveau élevé de profit constitue aussi bien une source d'épargne qu'une incitation à l'investissement (Kaldor, 1957 ; Keynes, 1920). Selon ces théories, les riches épargnent proportionnellement plus que les pauvres et une grande inégalité sociale, indiquée par la part élevée des profits détenue par les riches, est alors associée à un niveau élevé d'épargne qui suscite une motivation pour l'investissement. Par contre, toute politique de réduction de la pauvreté à travers une redistribution de revenu au profit des pauvres aurait pour effet de réduire l'épargne nationale, de détourner l'épargne qui devrait être investie en faveur de la consommation. Ce qui retarde le processus d'accumulation du capital et par la suite l'accroissement du revenu national et la création d'emplois. Bien que les keynésiens s'opposent à l'idée des classiques selon laquelle l'épargne se transforme automatiquement en investissement, ils restent partisans de la relation inverse entre deux tendances, celle de la croissance et celle de l'égalité sociale.

Dans les années 1950, Kuznets, avec l'énoncé de la fameuse courbe en cloche qui porte son nom, a apporté de nouveaux éléments à cette théorie. En se basant sur les théories dominantes de l'époque qui expliquent la croissance économique comme un processus par lequel la population active se déplace du secteur traditionnel, caractérisé par moins d'inégalité, vers le secteur industriel qui est plus productif mais plus inégal, Kuznets (1955) a suggéré que l'inégalité des revenus devait croître fortement durant les premières phases du développement, avant qu'elle ne se réduise à un stade plus avancé. Même si cette théorie explique la redistribution du revenu comme le résultat du processus de développement, c'est-à-dire que la croissance mène à une amélioration de la distribution du revenu – mais pas l'inverse –, elle illustre aussi une situation de trade-off entre la croissance et l'égalité car elle considère l'inégalité sociale comme une condition nécessaire pour la croissance.

Cependant de récentes approches théoriques aussi bien qu'empiriques remettent en question cette théorie. Ainsi, Hebbel et Serven (1996), en étudiant le cas de 52 pays, révèlent qu'il n'y a aucune preuve associant l'inégalité à un niveau élevé d'épargne. Autre exemple, sur la période 1965-81, une situation de distribution de revenu plus égalitaire à Taïwan n'a pas empêché ce pays de réaliser le financement de ses investissements par sa propre épargne, sans pénaliser sa croissance (Scitovsky, 1986). Ces contre-exemples amènent l'examen des approches actuelles selon lesquelles une distribution du revenu plus

équitable peut exercer un effet positif sur la croissance et que l'inégalité peut être nuisible pour cette dernière.

2.1.2. L'approche moderne : l'inégalité nuit à la croissance

Cette approche se divise en trois groupes : l'approche politico-économique, la théorie des imperfections sur le marché financier et la théorie de la demande.

L'approche politico-économique dit que l'inégalité sociale nuit à la croissance de deux manières : par le biais de l'instabilité politique et d'une politique hasardeuse de redistribution du revenu qui peut éventuellement générer des distorsions. En ce qui concerne la première, une étude empirique menée par Alesina et Parotti (1993) montre qu'il y a une corrélation positive entre l'inégalité et le degré d'instabilité politique², ainsi qu'entre l'instabilité politique et le niveau d'investissement. En d'autres termes, l'inégalité engendre l'instabilité politique qui, à son tour, déprime le niveau d'investissement et donc retarde la croissance. En revanche, plus d'égalité signifie moins d'instabilité et donc plus d'incitations à l'investissement et à la croissance. Cette approche a été mise en question par le fait qu'il y a des pays où la distribution du revenu est inéquitable mais il n'y a pas d'instabilité politique. Les partisans de l'approche politico-économique répondent à cette critique en avançant l'existence de deux sortes d'inégalités, l'inégalité légitime et l'inégalité illégitime (Sharpe, 1998). L'inégalité est légitime quand elle est socialement acceptable et le degré de légitimité varie selon les sociétés. C'est surtout l'inégalité illégitime, souvent marquée par l'existence d'une pauvreté très répandue, qui est source d'énorme instabilité et qui nuit à la croissance.

Un niveau élevé d'inégalité implique aussi que la majorité des votants, qui sont pauvres, vont probablement faire pression pour une redistribution en leur faveur. Une telle pression amène le gouvernement à poursuivre des politiques populistes qui engendrent des distorsions et qui vont sûrement avoir pour effet de réduire les produits (après taxe) du capital et de décourager l'investissement faisant ainsi obstacle à l'accumulation du capital et donc à la croissance. Persson et Tabellini (1994) ont testé cette théorie en formulant un modèle d'équilibre politico-économique de la croissance, utilisant des données statistiques de 56 pays pour la période 1960-85. Leur modèle fait apparaître une relation négative entre l'inégalité et la croissance dans la mesure où la première mène à des politiques économiques qui ne protègent pas les droits de propriété et qui ne permettent pas une totale appropriation privée des bénéfices de l'investissement. En plus, ces politiques peuvent aboutir à l'accroissement des dépenses publiques dont les coûts dépassent les gains émanant d'une meilleure redistribution du revenu. Bien que ce modèle s'applique aux pays démocratiques, des

² Ils ont mesuré le degré d'instabilité politique par la fréquence des mécontentements sociaux, des manifestations pour un changement radical, des violences politiques et des coups d'État.

gouvernements plus autocratiques pourraient être sujets à des pressions politiques et sociales similaires (Clark, 1995). Par contre, plus d'égalité signifie que la majorité des votants qui sont relativement riches vont sûrement approuver des politiques favorisant moins de redistribution ou des politiques fiscales incitatives à l'accumulation du capital et à la croissance. Ce modèle suggère donc que plus d'égalité (mesurée par la part de revenu détenue par les 20 % de la population à revenu intermédiaire) a un effet significatif sur la croissance. En utilisant ce modèle, Chang (1994) a calculé que 1 % d'augmentation de la part de PNB en faveur de la classe moyenne d'un pays conduit à une augmentation du taux de croissance à long terme de l'ordre de 0,187 % par an. De ce fait, contrairement à la thèse de Kuznets, le modèle de Persson et de Tabellini stipule que l'égalité engendre la croissance.

D'autres analyses viennent appuyer cette thèse. Ainsi, par exemple, Birdsall et al. (1995) révèlent qu'après 25 ans, le PIB par habitant d'une économie à faible inégalité serait 8,2 % plus élevé que celui d'une économie où l'inégalité est plus élevée. Qui plus est, l'effet serait plus grand si on tient compte des effets indirects de l'égalité sur la croissance à travers une plus forte accumulation du capital humain. Une étude effectuée sur 49 pays par Alesina et Rodrik (1994) confirme aussi la relation selon laquelle l'inégalité a un effet négatif sur la croissance.

En somme, l'approche politico-économique stipule que l'égalité, qui implique plus de stabilité politique et moins de redistribution, constitue un facteur incitatif à l'accumulation du capital, influençant ainsi positivement la croissance.

La théorie du rationnement financier affirme également que l'inégalité nuit à la croissance. Cette théorie affirme que si le marché des emprunts est imparfait (c'est le cas le plus fréquent), l'accès d'un individu à des projets rentables dépendra de sa capacité (exprimée par sa richesse initiale) d'avancer les coûts d'installation nécessaires (Galor et Zeira, 1993). Dans un pays caractérisé par une grande inégalité, seul un petit nombre d'individus ont la possibilité d'entreprendre les projets à haute rentabilité. Par contre, une situation de distribution de revenu plus égalitaire signifie que nombreux sont ceux qui peuvent se permettre le financement des coûts d'installation relatifs aux projets dont les réalisations vont pouvoir stimuler la croissance économique du pays. Un exemple typique en la matière est l'accumulation du capital humain. En effet une personne plus éduquée est plus productive et mieux rémunérée. Étant donné les coûts élevés pour l'acquisition d'une bonne éducation, une plus grande inégalité empêche la majorité de la population pauvre d'investir en éducation car ils ne peuvent pas emprunter (Galor et Zeira, 1993). Ces individus seront réduits à appartenir à des activités moins rentables et moins payées, qui ne nécessitent aucune qualification. En conséquence, une lente et faible accumulation du capital humain réduit le niveau moyen de qualification de la main-d'œuvre, signifiant une faible productivité.

Enfin, il y a la théorie de la demande qui stipule que l'inégalité influence négativement la croissance. Elle se présente de deux manières (Choo, 1980). D'abord, une distribution du revenu extrêmement inéquitable implique une demande tournée davantage vers des produits d'importations, nécessitant des ressources rares, les riches tendant à consommer des produits à forte intensité de capital. En second lieu, une importante inégalité signifie également une faiblesse de la demande effective émanant du grand public. Par contre, la situation d'égalité exerce un effet positif sur la croissance à long terme dans la mesure où une distribution plus équitable du revenu va accroître la demande effective et l'offre des biens produits localement, qui sont généralement à forte intensité de mains-d'œuvre. Ce qui va stimuler l'investissement, créer des capacités productives additionnelles et donc plus d'opportunités d'emploi. En retour, ceci conduit à de nouvelles augmentations du revenu, de la demande et de l'investissement, donc à des effets multiplicateurs (Scitovsky, 1986).

2.1.3. Une synthèse

L'approche moderne présente un grand défi à la théorie prédominante du trade-off entre l'égalité et la croissance en affirmant le contraire : le trade-off existe plutôt entre l'inégalité et la croissance. Cependant, les partisans de la théorie du trade-off n'ont pas tout à fait tort car, comme le montre la figure n° 1 en annexe, la tendance générale semble suivre la courbe de Kuznets. C'est alors que Galor (2000) a essayé de formuler un modèle unifié selon lequel le degré d'influence de l'inégalité sur la croissance dépend des deux facteurs, à savoir le capital physique et le capital humain, qui sont, selon, le moteur principal de la croissance à une période déterminée. Si l'inégalité produit probablement des effets positifs durant la première phase du développement économique où le capital physique est le moteur principal, elle produira des effets négatifs à un stade plus avancé où le capital humain devient prééminent. Selon l'auteur, dans la situation où il y a un flux abondant de capitaux internationaux vers les pays en développement, le rôle de l'inégalité en tant que stimulateur de la croissance diminue et l'égalité, étant donné la corrélation positive entre celle-ci et l'accumulation du capital humain, semble largement plus bénéfique.

2.2. Croissance économique et accumulation du capital humain

L'éducation est considérée comme la principale source d'accumulation du capital humain, mais sa capacité d'influencer la croissance est controversée.

D'abord, il y a ceux affirmant que l'éducation influence positivement la croissance (1) en améliorant la qualité de la main-d'œuvre à travers ses effets sur l'amélioration de la connaissance et des compétences ; (2) en stimulant la mobilité de la main-d'œuvre facilitant la division du travail ; (3) en développant des connaissances techniques et scientifiques qui stimulent l'invention ; (4) en

augmentant la capacité des entrepreneurs à améliorer leurs techniques de gestion ; (5) en rendant l'individu plus réceptif au changement économique et en réduisant les barrières sociales et institutionnelles au développement économique (Papi, 1986). L'éducation a donc pour effet, à la fois, d'accroître la productivité et de réaliser une distribution plus égalitaire de revenu, puisqu'une main-d'œuvre plus éduquée tend à être plus productive et mieux rémunérée (Mincer 1970). Selon cette théorie, l'éducation, comme source d'aptitudes et de compétences, est le moteur principal de la croissance et son développement doit précéder toute modernisation (ou décollage) économique. En tout cas le changement technologique exige une offre suffisante de mains d'œuvre plus qualifiée.

Pour illustrer cette théorie, Barro (1991) a montré, en comparant 98 pays, que le taux de croissance du PIB réel par habitant est positivement lié au niveau initial du capital humain. Ainsi il rejette la vision néoclassique selon laquelle les pays pauvres, caractérisés par un faible ratio capital-travail, ont un rendement marginal du capital plus élevé et donc tendent à croître plus vite que les pays riches. Pour Barro le catch-up sera seulement possible si les pays en développement ont un niveau suffisamment élevé de capital humain. Dans les faits, il apparaît effectivement que ce sont les pays dont le système d'éducation était le plus avancé en 1960 qui ont manifesté un taux de croissance économique élevé dans les années suivantes (Persson and Tabellini, 1994). De plus, des études empiriques montrent aussi qu'un niveau suffisamment élevé de capital humain a un effet égalisateur de revenu (Park, 1998).

A côté de cette approche dominante, on peut opposer la théorie de la socialisation de l'éducation qui considère le développement du capital humain comme une suite logique ou un effet (plutôt qu'une source ou un préalable) de la croissance économique (Collins, 1971). Selon ses partisans, l'éducation sert à sélectionner des personnes pour occuper des postes préexistants. Ainsi l'expansion de l'éducation et sa demande sont le résultat d'une concurrence plus sévère pour accéder à un certain statut social. Dans ce cas, un développement rapide du capital humain ne mène pas nécessairement à la croissance économique, via la productivité, car la demande croissante d'éducation est due aux critères croissants d'emploi sans rapport avec les besoins en compétence.

Néanmoins, la disponibilité au préalable de ressources humaines abondantes et de haut niveau semble constituer un important facteur de croissance. En effet, détourner l'attention vers la création d'emploi dans les industries modernes sans tenir compte des compétences des travailleurs et du problème de la formation dans ces industries explique en partie l'échec des politiques de développement dans de nombreux pays (Looney, 1975).

3. LE CAS DE LA CORÉE

3.1. Une distribution initiale de revenu plus équitable

3.1.1. Les raisons

Comme bon nombre d'observateurs l'assurent, et aussi comme la figure n° 1 (donnée en annexe) le montre, la Corée avait exceptionnellement un faible niveau d'inégalité pour un pays à bas revenu avant son décollage économique. Cette situation a été le résultat des réformes successives de l'après-guerre, notamment des réformes agraires.

En effet, à la libération, 75,5 % de la population active vivait dans le monde rural où un petit nombre de propriétaires possédait la majorité des terrains agricoles, rendant plus de 80 % des ménages ruraux liés au système de métayage dont les taux de rente variaient entre 50 % et 90 % de la récolte annuelle (Looney, 1975). A cause de cette situation d'inégalité sociale très marquée, des troubles politiques graves étaient à craindre. Il y avait aussi le succès des réformes agraires entreprises dans le Nord communiste, rendant le gouvernement provisoire sous l'autorité de l'armée américaine (AMG) soucieux de l'expansion possible du communisme. Ainsi, l'AMG considérant les réformes agraires comme la priorité des priorités a immédiatement procédé à une redistribution des terres antérieurement possédées par les colons japonais, et en fixant à 33 % le taux de rente maximum autorisé au métayage (Steinberg, 1985).

Le premier gouvernement indépendant de 1949, par l'acte d'amendement des réformes agraires (ALRAA), procédait à la seconde étape des réformes (Jeon and Kim, 2000). En référence à cette loi, le gouvernement achète toutes les surfaces cultivées au-delà de 3 ha à leurs propriétaires, avec des bons de trésors où sont indiqués la période de compensation (souvent cinq ans) et les prix de la terre en pourcentage de la récolte annuelle. Puis, la terre est vendue aux paysans au prix équivalent à 1,5 fois de sa récolte annuelle, payable au bout de quatre ans. La loi interdit aussi le métayage et l'utilisation de la terre comme hypothèque. Cette réforme a eu pour effet l'augmentation des effectifs des ménages cultivant leurs propres terres : 1 812 000 en 1950 contre 349 000 en 1949, soit 96 % du total des terres cultivées (Jeon et Kim, 2000).

Cependant et contrairement à ce qui avait été prévu, à cause des mauvaises récoltes et de la guerre de Corée, la compensation versée aux anciens propriétaires s'est étendue sur 10 ans et a été payée en liquide (non pas en riz), tandis que les paiements (1/4 en liquide et 3/4 en riz) pour les terres redistribuées se sont étalés sur 8 ans (Jeon and Kim, 2000). De ce fait, une redistribution plus importante en faveur des nouveaux propriétaires et du gouvernement a eu lieu car d'un côté, la valeur des bons de trésors émis par ce dernier s'est détériorée rapidement pour atteindre 10 % de leur valeur nominale (Steinberg, 1985) et de

l'autre, la valeur actualisée des paiements effectués par les nouveaux propriétaires, en prenant le taux d'intérêt sur le marché comme taux d'escompte, s'est nettement réduite.

De plus, lors de paiements en liquide, l'État a appliqué des prix réglementés beaucoup plus bas que les prix du marché. Avec les investissements agricoles réalisés pour la mise en valeur des terres arables, cela constitue la troisième voie de redistribution du revenu (tableau n° 1). Il est à remarquer qu'une telle situation a laissé aux anciens propriétaires et aux métayers une marge de manœuvre certaine leur permettant de conclure des contrats de vente dont les termes ont été plus avantageux pour les deux parties. Ainsi, les cessions volontaires de terres ont représenté à peu près la moitié du total des terres redistribuées (Mason et al., 1980).

Diverses politiques du gouvernement, telles que les programmes de soutien aux prix des produits agricoles, les programmes de marketing, le contrôle de la distribution des engrais, l'accessibilité au crédit par l'intermédiaire des coopératives rurales, le règlement des prêts à taux usuraire dans le milieu rural, ont aussi exercé un effet égalisateur (Looney, 1975). C'est la quatrième voie de redistribution du revenu. Enfin, l'appropriation par le gouvernement des activités industrielles abandonnées par les Japonais (soit 90 % du total) pendant plus de 10 ans, la guerre de Corée causant des dégâts et des pertes énormes qui ont touché surtout les plus riches³, l'important processus de formation entrepris après la libération, avec une opportunité d'éducation ouverte à tous (voir infra), ont eu aussi à différents degrés des impacts positifs sur la distribution du revenu (Choo, 1980).

Tableau n° 1 : Total des recettes et des compensations (unité = 1000 suk)*

Recettes en riz	Recettes en liquides	Recettes en garantie foncière	Total	Compensation des propriétaires	Investissements agricoles et administratifs	Reste
9 022 (77,9 %)	2 291 (19,8 %)	165 (1,4 %)	11 578	3 048 (26,3 %)	1 680 (14,5 %)	6 850 (59,2 %)

*1 suk = 180,4 litres.

Source : A partir des statistiques de Jeon et Kim (2000).

3.1.2. Les effets de la distribution initiale plus équitable de revenu

Le métayage n'est pas efficacement productif dans la mesure où une grande fraction des produits marginaux est prélevée par le propriétaire et a pour effet de réduire l'intensité des facteurs de production. La prédominance de ce système, en combinaison avec les imperfections au niveau du marché financier

³ Dommages estimés à 2 milliards de dollars, y compris deux tiers des usines et 40 % des buildings ; pertes équivalentes au montant du PNB de 1953 (Steinberg, 1985).

(et selon la théorie exposée auparavant), empêche également une grande majorité de la population active de s'appropriier des terres et d'y entreprendre des activités plus productives.

En dépit d'une contraction à court terme, provoquée surtout par le manque de ressources financières⁴, le transfert des terres aux anciens métayers en Corée a accru la productivité agricole à long terme et amélioré le bien-être de la population pour deux raisons principales : les effets incitatifs du fait de ne plus partager les récoltes et la mise à la disposition des paysans de sources alternatives de capital (Looney, 1975 ; Jeon et Kim, 2000). Le tableau n° 2 récapitule les effets d'une distribution plus équitable du revenu dans le milieu rural en Corée. Elle a influencé positivement la production rizicole, augmenté l'intensité du travail et la surface des terres arables et donc la productivité agricole au fil du temps. Cette augmentation de la productivité signifie aussi un accroissement progressif du revenu des ménages ruraux pour atteindre le niveau de celui des salariés urbains.

A son tour, cette égalité relative de revenu a eu pour effet de pousser à la hausse la demande effective, d'encourager de nouveaux investissements et donc de créer des capacités de production additionnelles nécessitant des emplois et permettant les innovations et à la modernisation. Ces effets multiplicateurs du développement agricole sur les autres secteurs tels que l'industrie, la construction et les services, ont été importants. Selon une recherche menée par Mellor (1990), 1 % de croissance au niveau agricole s'est traduit par 1,5 % de croissance dans les autres secteurs.

Ce niveau initialement faible d'inégalité a exercé aussi des effets positifs sur la croissance économique en Corée par le biais de la stabilité politique. La stabilité politique a permis au gouvernement coréen d'adopter une stratégie de développement basée sur l'accumulation rapide du capital grâce à une politique de distribution fonctionnelle du revenu en faveur des profits des entreprises (You, 1998). En effet, différents instruments ont été mis en place pour que la totalité de ces profits soit réinvestie – au lieu d'être distribuée en dividendes – augmentant ainsi rapidement le taux d'investissement⁵. Cela a abouti à une forte expansion de l'emploi qui s'est traduite par une part croissante du facteur travail dans le revenu national⁶, et donc à une amélioration de la distribution du revenu. L'augmentation du revenu des ménages leur a permis d'investir davantage dans l'éducation qui a conduit à une accumulation du capital humain dont les effets positifs seront discutés dans la section suivante.

⁴ La réduction de la production à court terme a été due au fait que l'État n'a pu suppléer immédiatement les anciens propriétaires terriens en ce qui concerne l'approvisionnement en semences, en engrais et l'octroi de crédits (Steinberg, 1985).

⁵ Ce qui fait la grande différence avec le mode d'accumulation du capital traditionnel où une grande partie des profits sont transformés en dividendes distribués aux actionnaires.

⁶ La part du facteur travail dans la valeur ajoutée nationale en 1970 était de 60 %.

Tableau n° 2 : Taux moyens de croissance annuelle dans le secteur agricole (%)

Périodes	Production de riz	Travail	Terre	Capital
1937-44	-7,32	-0,23	-2,99	-3,60
1955-61	2,62	6,10	0,59	-1,14

Source : A partir des statistiques de Jeon et Kim (2000).

On peut dire alors que grâce aux effets durables d'une meilleure distribution initiale du revenu, la Corée a été capable de soutenir simultanément une croissance économique forte et de maintenir une faible inégalité à long terme. En d'autres termes, cette condition initiale a contribué à la croissance en éliminant les sources d'instabilité politique et en donnant des opportunités à un grand nombre de Coréens capables et ambitieux. Selon une estimation, si la Corée avait eu le même niveau d'inégalité que le Brésil en 1960, son revenu par tête, en 1985, aurait été de 15 % moins que ce qu'il a été réellement (Birdsall et al., 1995). Ce qui représente une perte équivalente à deux années de croissance économique.

3.2. Un haut niveau initial de capital humain

3.2.1. L'accumulation du capital humain

Au moment de son décollage économique, la Corée se distingue par son niveau exceptionnel de capital humain, relativement à son faible PNB per capita⁷. Une telle situation a sûrement joué un rôle déterminant dans le développement économique de ce pays.

Ce niveau élevé de capital humain de la Corée prend son origine dans l'expansion de l'éducation qui date de l'époque coloniale. Bien que l'administration coloniale japonaise utilisât l'éducation essentiellement comme moyen de socialisation politique⁸, elle a été aussi développée pour faire face aux besoins d'une agriculture moderne et de l'industrialisation⁹. Pour commencer, 306 écoles primaires, relativement de haut niveau et gratuites, ont été créées en 1911 et l'administration coloniale a interdit l'enseignement privé en 1919 (Mason et al., 1980). En 1937, on dénombrait 2 600 écoles primaires pour 2 493 communes (Mason et al., 1980). Et comme l'éducation primaire est devenue obligatoire dans les dernières années de l'époque coloniale, à peu près 50 % des enfants en âge de scolarisation recevait une éducation primaire en 1944, une

⁷ Voir McGinn et al., 1980, p. 62-65.

⁸ Dans son effort pour intégrer la Corée à l'empire japonais le régime colonial interdisait l'usage de la langue et des noms coréens à l'école.

⁹ Le Japon, pour subvenir aux dépenses relatives à son expansionnisme, utilisait les colonies comme source de produits alimentaires (le riz) et industriels. Il y pratiquait les techniques modernes d'agriculture et y établissait des industries modernes (lourdes et légères). Voir Mason et al. (1980).

situation beaucoup plus favorable que celle des autres pays colonisés (Adelman and Robinson, 1978). Il importe aussi de noter que le taux d'alphabétisation était déjà de 22 % en 1944 (McGinn et al., 1980). 83 514 et 7 819 sont respectivement le nombre des étudiants inscrits dans les lycées et les universités à la même année (Mason et al., 1980). De plus, ces universités étaient équipées d'infrastructures modernes ce qui a permis leur développement rapide après la libération.

Dans le cadre de la promotion d'une agriculture moderne, les Japonais avaient établi beaucoup d'écoles rurales qui enseignaient les techniques les plus avancées de production et d'évaluation, offraient des moyens de production plus modernes, des semences, des œufs et des poussins sélectionnés (McGinn et al., 1980). L'utilisation des techniques modernes et leur promotion ont joué un rôle important dans le développement de l'agriculture en Corée.

En complément des "On the Job Training"¹⁰ fournis dans les industries et les usines, les Japonais ont aussi contribué à la promotion de la qualité de la main-d'œuvre à travers la création des écoles à vocation professionnelle. Ces écoles comptaient 34 743 élèves jusqu'en 1943 et les Coréens représentaient déjà 19 % des techniciens recensés en Corée à l'époque. On dénombrait aussi 300 000 ouvriers industriels en 1944 (McGinn et al., 1980 ; Mason et al., 1980). De plus, le rapatriement des 1 100 000 Coréens, qui avaient travaillé au Japon et des 800 000 venant de la Corée du Nord (formés par les Japonais) ont contribué à la formation d'une main-d'œuvre de haute qualité (Mason et al., 1980). Une telle situation fait dire qu'aucun pays ni en Asie ni en Afrique ne peut égaler la Corée en termes d'avantages hérités de la colonisation.

Après la libération, la Corée du Sud était sous tutelle de l'AMG (American Military Government) jusqu'à l'indépendance de 1949. Les Américains voyaient en l'éducation un important véhicule de démocratisation de la société. Et sur la base du principe d'opportunité égale à tous, ils ont mis en place des programmes d'alphabétisation, établi l'éducation mixte, rendu l'éducation primaire obligatoire et gratuite en donnant une formation aux enseignants coréens pour réécrire les curricula¹¹ et les manuels. En même temps, des efforts substantiels ont été faits pour promouvoir l'éducation secondaire et à vocation professionnelle.

Les conséquences directes de toutes ces actions ont d'abord été l'accroissement des effectifs dans l'éducation primaire de 1,3 millions en 1945 (soit 93 % du total des inscrits dans le système scolaire) à 2,3 millions en 1948 (McGinn et al., 1980). Les chiffres sont respectivement de 114 000, 90 000 et 19 000 pour les éducations secondaires, professionnelles et universitaires. Grâce à la création de 15 000 écoles publiques depuis 1946 afin d'offrir une éducation

¹⁰ Cela veut dire une formation sur le tas.

¹¹ Les contenus des cours à donner.

de base aux adultes et aux enfants qui ne pouvaient pas aller à l'école, le taux d'alphabétisation a plus que doublé en moins de trois ans pour atteindre 59 % en 1948 (McGinn et al., 1980). En 1949, 34 000 élèves étaient inscrits dans des écoles publiques offrant une éducation secondaire. Les contributions financières faites par les Américains ont consisté essentiellement en la prise en charge à 100 % des coûts d'imprimerie des 15 millions de manuels, des deux tiers des frais de fonctionnement des écoles primaires et à une subvention d'à peu près deux dollars par élève chaque année (McGinn et al., 1980).

En 1949, le premier gouvernement indépendant a pris le relais en mettant en place des politiques de promotion de l'éducation qui ont permis à celle-ci de se développer plus rapidement. Les données du tableau n° 3 reflètent l'importance des efforts faits par le gouvernement en matière d'éducation. En effet, les 3 622 685 inscrits dans les écoles élémentaires correspondent à un taux d'enfants dans l'éducation primaire de l'ordre de 86,2 %, indiquant ainsi que la Corée était déjà très près de l'éducation universelle en 1960. Les performances ont été aussi bonnes ailleurs. Par exemple, les inscrits dans l'enseignement supérieur ont augmenté de 14,5 % en croissance annuelle sur la période 1952-60. Le taux d'alphabétisation était aussi de 80 % en 1960.

Tableau n° 3 : Accroissement des inscriptions scolaires en Corée depuis 1945

Type d'écoles	1945	1952	1955	1960	1965	1970	1975
Elémentaires	1 366 024 (100)	2 369 861 (173)	2 947 436 (216)	3 622 685 (265)	4 941 345 (362)	5 749 301 (421)	5 599 074 (410)
Secondaires de base		291 648 (100)	475 342 (163)	528 614 (181)	751 341 (258)	1 318 808 (452)	2 066 823 (709)
Secondaires* 2ème cycle	50 343 (100)	59 421 (118)	141 702 (281)	164 492 (327)	254 095 (505)	315 367 (626)	648 149 (1 287)
Lycées** professionnels	33 171 (100)	74 463 (224)	118 911 (358)	99 071 (299)	172 436 (520)	275 015 (829)	474 868 (1 432)
Enseignement supérieur	7 819 (100)	34 089 (436)	80 391 (1 028)	101 045 (1 292)	141 626 (1 811)	193 591 (2 476)	296 640 (3 794)

* : Enseignement général ; ** : Incluant l'enseignement technique ; indices base 100 entre parenthèses. Source : A partir des statistiques de McGinn et al. (1980).

On peut dire que le développement de l'éducation en Corée a été unique si on le compare aux autres pays. D'abord, il a eu lieu très tôt et en dépit du bas niveau de revenu national. En effet, les pays avec 90 US\$ de revenu per capita (comme la Corée) en 1960 pouvaient faire inscrire en moyenne 22 % des enfants âgés entre 5 et 14 ans dans l'école primaire tandis qu'en Corée ce taux était de 59 % (McGinn et al., 1980). Le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire était aussi plus élevé que la moyenne de celui des pays dont le revenu par tête avoisinait 380 US\$. De plus, aucun pays ayant le même revenu par tête

que la Corée n'a réussi à développer simultanément l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

L'autre facteur original de l'éducation en Corée concerne son financement. Bien que les fonds publics alloués à l'éducation passait de 2 millions de won en 1948 à 6,3 milliards de won¹² en 1960, elles ne représentaient qu'une part minime des dépenses totales de l'éducation. En fait, les charges relatives aux écoles primaires étaient réparties entre l'État (15 %), les collectivités locales (10 %) et les associations des parents d'élèves¹³ (75 %) en 1949 (McGinn et al., 1980). La participation de l'État était seulement importante dans l'enseignement secondaire.

Les aides américaines ont joué aussi un rôle considérable dans le développement de l'éducation en Corée. En effet, pour la période 1952-60, 70 millions US\$ ont été dépensés pour la construction de 23 000 salles de classe, 7,8 millions US\$ en matériels, équipements et assistances techniques dans l'enseignement secondaire dont 80 % allait aux écoles professionnelles (McGinn et al., 1980). L'enseignement supérieur a reçu 19 millions US\$ dont 17 millions étaient octroyés à l'université de Séoul sous forme d'assistances techniques et d'infrastructures. Des millions de dollars ont été également déboursés pour former les enseignants sur place et à l'extérieur.

Les facteurs tels que l'aide américaine, la bonne volonté des enseignants de travailler contre un salaire moindre¹⁴ et les effectifs très nombreux par classe, font que les coûts de l'éducation en Corée, comparés à ceux des autres pays en développement, étaient très bas. Par exemple, en 1965, les coûts d'une éducation primaire en Corée étaient de 7 US\$ par élève, tandis que pour le Maroc, l'Irak et le Pérou, ils étaient respectivement de 50 US\$, 80 US\$ et 24 US\$ (McGinn et al., 1980).

3.2.2. Les effets sur la croissance

En Corée, il y eu une surproduction de diplômés des lycées et des universités qui, incapables de trouver des emplois correspondant à leurs diplômes, ont été alors obligés de se disputer des emplois demandant moins de qualification (Sharpe M.E. Inc., 1998 ; Mason et al., 1980). A priori dans ce cas, le développement de l'éducation contribue mal au développement économique du pays et vérifie la théorie de la socialisation de l'éducation, présentée

¹² Monnaie coréenne.

¹³Le système de valeurs basé sur la philosophie confucianiste qui attribue beaucoup d'importance à l'éducation est considéré comme la raison principale expliquant pourquoi les parents ont fait beaucoup de sacrifices pour l'éducation de leurs enfants malgré un revenu très faible (Steinberg, 1985).

¹⁴ Un enseignant coréen recevait en moyenne un salaire inférieur à celui d'une personne à qualification égale dans d'autres pays en développement à la même époque.

antérieurement. Cependant, cette situation signifie également que, déjà en 1960, la Corée avait un énorme réservoir de main-d'œuvre à bon marché possédant les qualifications et les aptitudes requises au démarrage économique¹⁵. De plus, sur la base de l'affirmation qu'une personne plus éduquée est plus productive et reçoit un salaire plus élevé, la part importante occupée par le travail dans la valeur ajoutée nationale, estimée à 60 % en 1970 (McGinn et al., 1980), peut être considérée comme l'effet direct et indirect du niveau initial élevé d'accumulation du capital humain.

La contribution de l'éducation à la croissance économique à partir de 1960 en Corée a été estimée par Mc Ginn et al. (1980), moyennant la méthode d'évaluation de Denison (1966). Selon cette méthode, la contribution directe de l'éducation à la croissance est obtenue en multipliant le taux de croissance annuel moyen de l'indice de qualité de l'éducation par la part des rémunérations du travail dans la valeur ajoutée nationale. Le tableau n° 4 montre les résultats, et on en déduit que cette contribution de l'éducation est de 7,8 % du PNB entre 1960 et 1974, mais elle est plus élevée (14,2 %) pour les six premières années, indiquant ainsi le rôle déterminant de l'accumulation initiale du capital humain dans le développement économique rapide après 1960 en Corée.

Tableau 4 : Taux de croissance des facteurs de production et leur contribution à la croissance économique

	1960-74	1960-66	1966-70	1970-74
Taux de croissance annuel du PNB et des facteurs (%)				
PNB	9,07	7,25	10,78	10,41
Capital	7,19	3,75	10,43	9,27
Travail	3,55	2,11	6,26	3,06
Éducation	1,18	1,72	0,82	0,73
Répartition de la croissance du PNB par facteur (%)				
Capital	2,88	1,5	4,17	3,71
Travail	2,13	1,27	3,76	1,84
Éducation	0,71	1,03	0,49	0,44
Résidu	3,35	3,45	2,36	4,15
Contribution des facteurs dans la croissance du PNB (%)				
Capital	31,8	20,7	38,7	36,6
Travail	23,5	17,5	34,9	18,1
Éducation	7,8	14,2	4,5	4,3
Résidu	36,9	47,6	21,9	40,9

Source : A partir des statistiques de Mc Ginn et al. (1980).

¹⁵ Selon Steinberg (1985), la disponibilité d'un *pool* de main-d'œuvre qualifiée a donné à la Corée un grand avantage compétitif vis-à-vis des autres pays ayant une population plus illettrée et moins éduquée.

De plus, si on tient compte des contributions de l'éducation aux autres facteurs de la croissance économique tels que la stabilité politique, l'efficacité administrative, l'entrepreneuriat, la mobilité de la population, son impact est plus élevé. Cela peut expliquer en partie les facteurs résiduels inexpliqués dans le tableau n° 4. Le taux élevé d'alphabétisation en Corée a permis l'introduction rapide des nouvelles pratiques dans l'agriculture à l'aide des manuels, un apprentissage rapide dans les usines, et une plus grande prise de conscience de la population sur les événements et les changements ayant eu lieu dans le pays (Looney, 1975). Enfin, le processus d'accumulation du capital humain en Corée depuis 1945 s'est fait de manière uniforme, avec par conséquent un impact favorable sur la distribution des revenus qui, à son tour, a agi positivement sur la croissance.

CONCLUSION

Ce travail a tenté de montrer que la première phase de développement économique de la Corée n'a pas été indépendante d'une distribution exceptionnellement égalitaire des revenus, due aux réformes de l'après-guerre, et d'une offre abondante de main-d'œuvre qualifiée à bon marché due aux efforts préalables en matière d'éducation et de formation professionnelle.

Il est vrai que les performances économiques de la Corée dans les années 1960 et 1970 ont été liées à une accumulation de capital plus rapide, elle-même rendue possible par le fait que des institutions et des politiques économiques ont été mises en place pour transformer les profits en investissement. Cependant cela n'est pas suffisant pour expliquer "le miracle" coréen : les conditions initiales, plus particulièrement l'égalité et l'accumulation rapide du capital humain, y ont joué un rôle crucial.

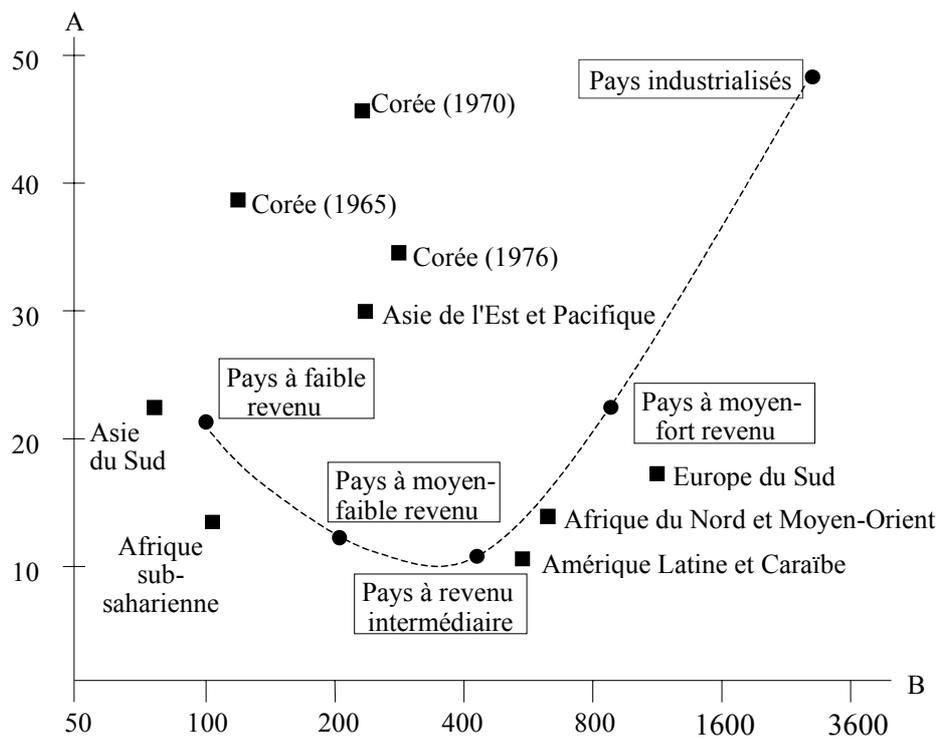
En premier lieu, l'égalité des revenus a influencé la croissance à travers la stabilité politique et macroéconomique et par le jeu des effets multiplicateurs du développement agricole sur les autres secteurs. En second lieu, le niveau initial élevé d'accumulation du capital humain a contribué directement au développement économique rapide des années 1960, surtout dans les six premières années, en améliorant la qualité de la main-d'œuvre mais aussi, indirectement, en agissant sur les autres facteurs qui influencent la croissance.

On peut en déduire que la présence de telles conditions favorables dans un pays à bas revenu qu'était la Corée à l'époque, a largement contribué à la forte croissance économique qui a suivi. Cette situation rend difficile, voire impossible, l'adoption du modèle de développement coréen ou est-asiatique par les autres pays en développement où ces conditions sont absentes. En même temps, ceci montre aussi la place importante à accorder aux redistributions dans le processus de développement économique d'un pays. A cet égard, Adelman (1978) affirme qu'en Corée le démarrage économique a été précédé par deux

phases de redistribution. La première, de 1945 à 1952, étant "la phase de redistribution proprement dite" où une grande partie de la redistribution des richesses a été réalisée. La seconde, allant de 1953 à 1963, est qualifiée de "la phase dynamique de redistribution" où l'éducation a été rapidement développée.

ANNEXE

Figure n° 1 : La distribution du revenu par niveau de développement et par région en 1976



A : Part du revenu détenu par les 20 % au bas de l'échelle par rapport à celui des 5 % au niveau le plus élevé. B : PNB per capita en dollar constant de 1970.

Source : H. Choo (1980), p. 299.

RÉFÉRENCES

- Adelman I. et Robinson S., 1978, *Income Distribution Policy in Developing Countries*, Stanford University Press, California.
- Alesina A. et Perotti R., 1993, "Income Distribution, Political Instability and Investment", *NBER Working Paper*, n° 4486.
- Alesina A. et Rodrik D., 1994, "Distributive Politics and Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics*, Mai.
- Barro R.J., 1991, "Economic Growth in a Cross Section of Countries", *Quarterly Journal of Economics*, Mai.
- Berry A.R. et Cline W.R., 1979, *Agrarian Structure and Productivity in Developing Countries*, Johns Hopkins University Press.
- Birdsall N., Ross D. et Sabot R., 1995, "Inequality and Growth Reconsidered: Lessons from East Asia", *The World Bank Economic Review*, Vol. 9, n° 3.
- Chang H.J., 1998, "Korea: The Misunderstood Crisis", *World Development*, Vol. 26, n° 8.
- Chang R., 1994, "Income Inequality and Economic Growth: Evidence and Recent Theories", *Economic Review*, Federal Reserve Bank of Atlanta, Vol. 79, issue 4.
- Choo H., 1980, "Economic Growth and Income Distribution", dans Park C.K. (éds.), *Human Resources et Social Development in Korea*, The Korea Development Institute.
- Clark G.R.G., 1995, "More Evidence on Income Distribution and Growth", *Journal of Development Economics*, Vol. 47.
- Collins R., 1971, "Functional and Conflict Theories of Educational Stratification", *American Sociological Review*, Vol. 36/6.
- Denison E.F., 1966, "Measuring the Contribution of Education to Economic Growth", dans Robinson E.A.G. et Vaizey J.A (éds.), *The Economics of Education*, Stockton Press, p. 202-260.
- Galor O., 2000, "Income Distribution and the Process of Development", *European Economic Review*, n° 44.
- Galor O. et Zeira J. 1993, "Income Distribution and Macroeconomics", *Review of Economic Studies*, Vol. 60.
- Hebbel S.K. et Serven L., 1996, "Income Inequality and Aggregate Saving: the Cross-Country Evidence", *Policy Research Working Paper*, World Bank, Washington DC, n° 1561.

- Hirakawa H., 1999, "East Asia's Industrialization and the Currency and Financial Crises within the World Economy", *Journal of International Economic Studies*, Hosei University Japan, n° 13.
- Jeon Y.D. et Kim Y.Y., 2000, "Let Reform, Income Distribution, and Agricultural Production in Korea", *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 48/2, Janvier.
- Jones L.P. et Sakong I., 1980, *Government, Business, and Entrepreneurship in Economic Development: the Korean Case*, Harvard University Press.
- Kaldor N., 1957, "A Model of Economic Growth", *Economic Journal*, Vol. 67.
- Keynes J.M., 1920, "The Economic Consequences of the Peace," Macmillan, N.Y.
- Kuznets S., 1955, "Economic Growth and Income Equality", *The American Economic Review*, Vol. 45.
- Looney R.E., 1975, *Income Distribution Policies and Economic Growth in Semindustrialized Countries: a Comparative Study of Iran, Brazil, Mexico and South Korea*, Praeger, N.Y.
- Mason E.S., Kim M.J., Perkins D.H., Kim K.S. et Cole D.C., 1980, *The Economic and Social Modernization of the Republic of Korea*, Harvard University Press, Cambridge.
- McGinn N.F., Snodgrass D.R., Kim Y.B., Kim S.B. et Kim Q.Y., 1980, *Education and Development in Korea*, Harvard University Press.
- Mellor J., 1990, "Agriculture on the Road to Industrialization", dans Eicher C.K. et Staaz J.M. (éds.), *Agricultural Development in the Third World*, Johns Hopkins University Press.
- Mincer J., 1970, "The Distribution of Labor Incomes: a survey with Special Reference to the Human Capital Approach", *Journal of Economic Literature*, Vol. 8/1.
- Papi G.U., 1986, "General Problems of the Economics of Education", dans Robinson E.A.G. et Vaizey J.E. (éds.), *The Economics of Education*, Stockton Press, N.Y.
- Park K.H., 1998, "Distribution and Growth: Cross-Country Evidence", *Applied Economics*, n° 30.
- Persson T. et Tabellini G., 1994, "Is Inequality Harmful to Growth?", *The American Economic Review*, Vol. 84, n° 3.
- Scitovsky T., 1986, "Economic Development in Taiwan and South Korea", dans Lau L.J. (éd.), *Models of Development: a Comparative Study of Economic Growth in South Korea and Taiwan*, ICS Press, Institute for Contemporary Studies, California.

Sharpe M.A. Inc., 1998, "Income Distribution, Capital accumulation and Growth", *Challenge*, Vol. 41/2, p. 61-80, Mars-avril.

Steinberg D.I., 1985, "Foreign Aid and the Development of the Republic of Korea: the Effectiveness of Concessional Assistance", *Aid Special Study*, n° 42, USAID.

World Bank, 1991, *World Development Report 1991*, Oxford University Press, Washington D.C.

World Bank, 1993, *The East Asian Miracle*, Oxford University Press, Washington D.C.

You J.I., 1998, "Income Distribution and Growth in East Asia", *The Journal of Development Studies*, Vol. 34/6, Août.

THE ROLE OF INITIAL CONDITIONS AND THE STRONG ECONOMIC GROWTH IN POST-WAR SOUTH-EAST ASIA: THE CASE OF KOREA

Abstract - The reasons behind the unprecedented economic performances in South-East Asian countries in 1960 and 1970, continue to be the subject of debate and concern particularly the nature of state intervention in these countries. This article, takes up the case of South Korea, and examines the role played by the initial conditions prevailing before the take-off. We have chosen to analyze the role of two factors, that is, the high degree of income equality and the strong accumulation of human capital.

EL PAPEL DE LAS CONDICIONES INICIALES EN EL CRECIMIENTO ECONÓMICO RÁPIDO DEL PERÍODO DE LA POST GUERRA EN ASIA DEL ESTE : EL CASO DE COREA DEL SUR

Resumen - Las razones escondidas detrás de los resultados económicos sin precedente en los países de Asia del Este, en los años 1960 y 1970, son temas de debates lejos de concluirse y que se refieren sobre todo a la naturaleza de las intervenciones estatales en estos países. Este artículo, estudiando el caso de la República de Corea llama la atención sobre el papel de las condiciones iniciales que prevalecían en este país antes del despegue económico. Dentro de las condiciones existentes hemos decidido analizar en particular el papel de los dos factores que son la distribución inicial más igualitaria del ingreso y la fuerte acumulación de capital humano.

